

## En Alsace, l'insertion par l'activité économique pèse 135 millions d'euros

Les 124 structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) confirment leur ancrage dans l'économie alsacienne, d'après la publication d'un premier baromètre évaluant leur impact économique. En 2024, elles ont généré 135 millions d'euros de chiffre d'affaires. Et le secteur se diversifie, avec de nouveaux modèles émergents comme celui de l'insertion par le travail indépendant.



L'insertion par l'activité économique (IAE) confirme son ancrage en Alsace. D'après le baromètre 2024 de l'[URSIEA](#), le premier publié, les 124 structures régionales d'insertion ont généré 135 millions d'euros de chiffre d'affaires cumulé, versé 130 millions d'euros de salaires et de charges sociales, et bénéficié de 55 millions d'euros de financements publics.

Dans un contexte de tensions budgétaires, ces chiffres traduisent une dynamique aussi bien sociale qu'économique. "Nous sommes de véritables entreprises, créatrices de valeur et de compétences", souligne Janique Morlot-Picard, présidente de l'Union régionale des structures d'insertion par l'activité économique d'Alsace (URSIEA). L'organisation fédère 157 membres dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, du chantier d'insertion agricole à l'entreprise industrielle.

Une économie inclusive qui emploie plus de 11 000 personnes

Au total, environ 11 300 personnes ont travaillé en 2024 dans les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) alsaciennes, dont plus de 9 300 en parcours d'insertion. Un niveau d'emploi qui "se maintient" comparé

0Oq0nGvEGgameHHZ4IX0s9NVrGpR2VTAT4PBW6N1DV2TL26WcTw96LfeclQWb5lwv3nFy8WLvia6OAZdV267U08hMC1TgP8bQcOrQYn6gcNzEO

aux années précédentes, souligne le baromètre.

Ces salariés, souvent éloignés durablement de l'emploi, bénéficient de contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) de 4 à 24 mois.

"On accompagne des personnes qui cumulent plusieurs freins : la langue, le logement, la santé, la formation...", rappelle Emmanuelle Daviau, déléguée générale à l'URSIEA. En Alsace, 66 % des salariés ont un niveau inférieur au CAP-BEP, 32 % sont bénéficiaires du RSA et 34 % chômeurs de longue durée.

Pourtant, les résultats sont là : plus d'un salarié sur deux sort du dispositif avec une solution durable. En 2024, 57 % ont retrouvé un emploi ou entamé une formation qualifiante, et 22 % ont décroché un contrat long.

"Ces chiffres, derrière leur froideur statistique, traduisent des parcours de résilience. Des gens qui reprennent pied, qui retrouvent confiance", insiste Janique Morlot-Picard.

"Ce sont des entreprises comme la nôtre qui prouvent que le travail reste un formidable levier de reconstruction"

Michèle Spack, directrice Sistra

À Strasbourg, Sistra illustre cette réussite collective. Fondée en 1999 par Estelle Demesse, l'entreprise d'insertion s'est taillée une solide réputation dans le co-packing, l'étiquetage, l'assemblage mécanique et le tri de qualité. Derrière les chaînes, près de 200 salariés en insertion et une cinquantaine de clients industriels, pour un chiffre d'affaires de 2,8 millions d'euros.

Mais au-delà des volumes, c'est un modèle humain. "Notre objectif n'est pas seulement de produire, **mais de faire grandir**", affirme **Estelle Demesse, la fondatrice. En partenariat avec le Greta et le lycée Marcel-Rudloff à Strasbourg, Sistra propose chaque année une formation au CAP CIP (conduite d'installation de production), ouverte à douze stagiaires. Depuis 2011, 100 % d'entre eux ont obtenu leur diplôme. Beaucoup restent ensuite dans l'entreprise ou trouvent un poste dans l'industrie locale.**

"L'insertion, c'est un accompagnement quotidien, sur la technique comme sur le comportement, précise Michèle Spack, directrice. On évalue les progrès tous les quatre mois, avec un double regard : celui du travail, et celui de la personne." Un suivi individualisé, rendu possible par un encadrant pour six opérateurs. "C'est cette proximité qui fait notre force", ajoute-t-elle.

## **Des standards industriels et des valeurs humaines**

Implantée dans 1 300 m<sup>2</sup> d'ateliers et 1 000 m<sup>2</sup> d'espaces de stockage, Sistra fonctionne comme une PME industrielle classique. Son hangar accueille plus de 900 emplacements de palettes, avec des rotations régulières selon les fournisseurs.

Labellisée RSEi (niveau 3 confirmé AFNOR), certifiée ISO 22716 pour les bonnes pratiques de fabrication et médaillée EcoVadis Bronze depuis juillet 2025, l'entreprise conjugue exigence industrielle et engagement social. "Ce sont des entreprises comme la nôtre qui prouvent que le travail reste un formidable levier de reconstruction", confie Michèle Spack.

0Oq0nGvEGgameHHZ4fX0s9NVrGpR2vTAT4PBW6N1DV2TL26WcTw96LfecQVb5lwv3nFy8WLviaG0AZaV267U08hMC1TgP8bQcOrQYn6gcNzEO

## Un pilier de l'économie régionale

Les structures d'insertion irriguent tous les secteurs : industrie, bâtiment, services à la personne, logistique, recyclage, agriculture. Leur poids économique est désormais reconnu par les acteurs institutionnels. Car elles répondent à des besoins concrets de main-d'oeuvre, souligne encore le baromètre, en constituant pour des personnes éloignées de l'emploi un tremplin vers un travail dans les entreprises classiques -tout en participant à la transition écologique et sociale. "Nous sommes au coeur des mutations du travail ", résume Janique Morlot-Picard. "Former, accompagner, produire : c'est notre triptyque."

## Essor des "Entreprises d'insertion par le travail indépendant"

L'URSIEA observe par ailleurs la montée d'un nouveau modèle, encore en phase expérimentale : les Entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI), qui permettent à certains publics d'accéder à l'activité par la micro-entreprise. Une évolution naturelle, selon elle : "L'insertion, c'est avant tout l'autonomie. Le salariat n'est plus la seule voie. L'essentiel est de redonner une place économique à chacun", rappelle Estelle Demesse.

00q0nGvEGgameHHZ4fX0s9NVrGpR2/TAT4PBW6N1DV2TL26WcTw96LfecQWb5lww3nFy8WLviaSOAZaV267U08hMC1TgP8bQcOrQYn6gcNzEO